

Le fait est que le Québec est la seule nation occidentale de plus de sept millions d'habitants à n'être jamais parvenue à la souveraineté politique. Je demande aux députés à la Chambre de bien réfléchir à cette question. Sur le plan de la structure politique, le Canada est l'exception plutôt que la règle. Une exception qui, pour mettre les choses au mieux, fonctionne mal.

À la mi-décembre, un membre de la délégation canadienne aux négociations finales du GATT a, par inadvertance, reconnu la situation du Québec. Comme on s'en souvient, le Canada essayait de faire en sorte d'être exempté de l'application de la clause concernant les subventions accordées par les gouvernements sous-nationaux, sous prétexte, pour reprendre les propres termes de ce membre de la délégation, «que le Québec est unique». En quoi, bien entendu, il avait raison.

Mais qui se trouvait aux commandes durant les événements qui se sont produits en Europe en 1989-1990, au moment de la réunification de l'Allemagne et de l'accession à la souveraineté politique d'un si grand nombre de nations de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est? Étaient-ce les institutions supranationales? Étaient-ce la CE, l'OTAN, le Pacte de Varsovie ou les différentes nations saisissant chacune la chance de leur vie?

En bref, les Québécois aspirent à ce qui est considéré comme normal dans le monde occidental.

Le paradoxe du Canada anglais rejoint la deuxième partie de la discussion sur la souveraineté nationale, celle qui porte sur la question de la souveraineté canadienne. Dans le Canada anglais, les élections de novembre 1988 ont été fondées en grande partie sur les conséquences de l'Accord de libre-échange pour la souveraineté du Canada. Tous reconnaissaient qu'il s'agissait là d'un point important avec lequel il ne fallait pas jouer. Cependant, si la souveraineté politique du Canada vis-à-vis des États-Unis est importante et doit être préservée, pourquoi les médias anglophones du Canada décrivent-ils la souveraineté politique du Québec vis-à-vis du Canada comme une idée irrationnelle? Quand le prédécesseur du premier ministre a dit, au cours de la dernière étape des négociations de l'ALENA, qu'elle préservait la souveraineté du Canada, pourquoi personne n'a-t-il froncé les sourcils et ne s'est-il moqué de cette idée bizarre de la souveraineté? Quelle alchimie mystérieuse transforme la qualité d'un concept selon les personnes auxquelles il s'applique ou selon l'année de l'accession à la souveraineté? Il ne faut pas oublier que les nations ne naissent pas indépendantes: elles le deviennent.

Malgré tout, les Canadiens et les Québécois ont beaucoup de points en commun: leur respect de la démocratie, leur grande ouverture aux gens d'autres cultures et leur fascination pour leurs voisins du Sud. Les uns comme les autres aiment leur pays. Le problème, et il ne date pas d'hier, c'est qu'il ne s'agit pas du même pays.

[Français]

Qu'on ne se y trompe pas. Nous ne cesserons de rappeler que, pour tenter de légitimer son coup de force de 1982 contre les pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec, Pierre Trudeau a

pu invoquer l'appui de la députation libérale québécoise et prétendre ainsi parler au nom du Québec.

• (1550)

Nous rappellerons aussi souvent qu'il le faudra que le parti ministériel ne peut plus parler pour le Québec. Qu'on ne doute pas non plus que nous n'oublions pas et ne laissons pas oublier que le premier ministre actuel est justement celui qui, en 1981, a mené sur le terrain l'assaut contre le Québec et a rejeté du revers de la main la répudiation quasi unanime que lui a opposée l'Assemblée nationale du Québec.

Les péripéties de Charlottetown se sont déroulées selon un scénario similaire. N'a-t-on pas vu une masse de députés, conservateurs du Québec, initialement entrés en politique pour réparer les dégâts du rapatriement de 1982, s'allier aux libéraux pour tenter de sceller, une fois pour toutes, le sort des revendications historiques du Québec?

La réponse référendaire d'octobre 1992 devait dissiper toutes les ambiguïtés. Le double non qui a résonné d'un océan à l'autre a mis fin à l'espoir encore entretenu par certains de renouveler le fédéralisme canadien. Le régime actuel est à prendre ou à laisser.

Le premier ministre a lui-même tiré une conclusion identique. N'a-t-il pas annoncé, peu après son entrée en fonction, qu'il renonçait à toute autre tentative de réformer le régime fédéral?

C'est donc dans la clarté que pourra se faire le choix référendaire que nous attendons au Québec. Il n'y a plus maintenant que deux possibilités: d'une part, le statu quo que la plupart des fédéralistes du Québec, depuis Jean Lesage, n'ont jamais cessé de dénoncer; et d'autre part, une question claire, l'accession du Québec à la pleine souveraineté, soit la plénitude des pouvoirs, pour assumer la totalité des responsabilités. En même temps, nous assistons à une clarification des acteurs et de leurs rôles.

Voilà donc un retour des choses qui ressemble fort à une manifestation de justice immanente. L'exécuteur du coup de force de 1982, devenu premier ministre, sera bientôt forcé de se présenter au Québec pour inciter au rejet du projet souverainiste et proposer à la place les mérites de la Constitution qui lui a valu la réprobation des québécois. De surcroît, il devra le faire seul, dépouillé de la caution québécoise dont prétendait s'autoriser son mentor, Pierre Trudeau. On comprend dès lors pourquoi il ne veut pas, selon son expression, parler de «Constitution».

Autrement dit, la présence et l'action du Bloc en cette Chambre rendront, bon gré mal gré, un premier service à tous les Québécois et à tous les Canadiens. Elle leur épargnera un retour à la case départ. Maintenant que Meech et Charlottetown ont décapé le fédéralisme canadien de son vernis de rectitude politique, en le montrant dans son opiniâtre fixité, tout le monde est immunisé contre les promesses de renouvellement. Au point qu'il ne se trouve plus personne pour oser en faire, ne serait-ce que par calcul politique.

Voilà qui nous impose un devoir civique élémentaire: celui de nous éviter trois autres décennies de discussions stériles, de tâtonnements infinis et d'illusions perdues. Ce gaspillage de ressources, cette dilution de l'espoir collectif, ce détournement